



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

Arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2023-0503

du - 6 DEC. 2023

**portant abrogation de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-0152 du 3 mai 2023
portant mise demeure de la société MOULINS DUMÉE
pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de GRON**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 septembre 2015 à la société MOULINS DUMÉE, exploitant une unité de meunerie sur le territoire de la commune de GRON ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 8 mars 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-0152 du 3 mai 2023 portant mise en demeure de la société MOULINS DUMÉE sise sur le territoire de la commune de GRON de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé relatives aux mesures de bruit ainsi qu'aux rejets atmosphériques et aqueux ;

VU le courrier du 7 juin 2023 de la société MOULINS DUMÉE en réponse à cette mise en demeure ;

VU le rapport de l'inspection réalisée le 31 octobre 2023 et transmis à l'exploitant le 4 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que, lors de l'inspection du 31 octobre 2023, il a été constaté que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé sont respectées ;

CONSIDÉRANT, en conséquence, qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 3 mai 2023 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – ABROGATION

L'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-0152 du 3 mai 2023 mettant en demeure la société MOULINS DUMÉE de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 l'autorisant à exploiter une unité de meunerie sur le territoire de la commune de GRON relatives aux mesures de bruit ainsi qu'aux rejets atmosphériques et aqueux est abrogé.

ARTICLE 2 - PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, en application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative. La juridiction peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de la transition écologique d'un recours hiérarchique. Leur exercice suspend le délai de recours contentieux. L'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

ARTICLE 3 - EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société MOULINS DUMÉE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Sens,
- Monsieur le Maire de Gron,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Madame la Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **6 DEC. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Pauline GIRARDOT